

Brochure n° 3004

**Convention collective nationale**

IDCC : 1408. – **NÉGOCE ET DISTRIBUTION  
DE COMBUSTIBLES SOLIDES, LIQUIDES,  
GAZEUX ET PRODUITS PÉTROLIERS**

---

ACCORD DU 8 AVRIL 2008  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2008

NOR : *ASET0850589M*

IDCC : *1408*

---

Conformément aux dispositions de la convention collective nationale des entreprises du négoce et de distribution de combustibles solides, liquides, gazeux et produits pétroliers du 20 décembre 1985, les organisations patronales et syndicales de salariés soussignées conviennent de ce qui suit quant à la grille des salaires minima :

**Article 1<sup>er</sup>**

La valeur de V est portée à 6,169 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

**Article 2**

La valeur de V' est portée à 0,417 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

**Article 3**

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008, la valeur de M, telle que définie par l'avenant du 5 mai 2003, est fixée à 1 333,97 €.

**Article 4**

Les partenaires sociaux s'engagent à se rencontrer courant de l'automne 2008 si l'augmentation du SMIC sur 2008 est supérieure à 5 %. Ils s'engagent par ailleurs à ouvrir des négociations sur les modalités de calcul de la prime d'ancienneté à la même période.

## Article 5

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2, IV, du code du travail, le présent accord sera notifié par la délégation patronale à l'ensemble des organisations syndicales représentatives à l'issue de la signature.

La notification, qui sera effectuée par lettre recommandée avec avis de réception ou par remise d'un exemplaire de l'accord signé contre récépissé s'il a été signé en séance, déclenchera l'ouverture du délai d'exercice du droit d'opposition.

Conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé par la délégation patronale auprès des services du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de la branche.

Les parties signataires s'engagent, dans le cadre de l'article L. 133-8 du code du travail, à effectuer les démarches nécessaires pour obtenir l'extension du présent accord.

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Les dispositions du présent accord sont applicables à compter de la date de sa signature et à l'issue des formalités légales de dépôt.

Fait à Paris, le 8 avril 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

FF3C ;  
FEGAZLIQ ;  
FFPI.

### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CFE-CGC ;  
CFTC ;  
FEETS-FO.